

**Point de presse - Union
européenne/Entretien de Mme
Nathalie Loiseau avec M. Julian
King, commissaire pour l'union de
la sécurité - Libye/Nomination du
nouveau représentant spécial du
secrétaire général des Nations unies
- Nations unies/Clôture de la 35ème
session du conseil des droits de
l'Homme - Droits de
l'Homme/Journée internationale
pour le soutien aux victimes de la
torture - Ukraine - Chypre -
Danemark - Mali - Tchad - Qatar -
Syrie - Vietnam
(Paris, 26 juin 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Union européenne - Entretien de Mme Nathalie Loiseau avec M. Julian King, commissaire pour l'union de la sécurité (Paris, 26 juin 2017)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, reçoit aujourd'hui M. Julian King, commissaire européen pour l'union de la sécurité.

L'entretien portera sur le renforcement de l'action européenne contre le terrorisme après le conseil européen des 22 et 23 juin.

Mme Nathalie Loiseau et M. Julian King évoqueront notamment la détection et la suppression des contenus sur internet qui incitent à la commission d'actes terroristes, l'interopérabilité des bases de données ainsi que l'accès effectif aux preuves électroniques comme aux communications cryptées.

2 - Libye - Nomination du nouveau représentant spécial du secrétaire général des Nations unies (20 juin 2017)

La France se félicite de la décision du secrétaire général des Nations unies de nommer M. Ghassan Salamé représentant spécial pour la Libye et chef de la mission d'appui des Nations

unies (MANUL).

Nous lui apporterons tout notre soutien pour promouvoir le dialogue entre parties libyennes et renforcer le processus politique mené sous l'égide des Nations unies, ainsi que pour mettre en cohérence les initiatives diplomatiques. Nous saluons également à cette occasion l'action de son prédécesseur Martin Kobler, qui achève sa mission et a joué un rôle essentiel à la tête de la MANUL.

Seule une solution politique incluant l'ensemble des acteurs libyens permettra une stabilisation durable et la reconstruction du pays. Ce processus fondé sur l'accord politique inter-libyen constitue le seul moyen de lutter efficacement contre le terrorisme et la criminalité organisée. La France appelle l'ensemble des parties libyennes à s'y réengager.

Dans ce contexte, la France est attachée à la pleine mise en oeuvre des résolutions adoptées par le conseil de sécurité et au respect des mécanismes qu'il a adoptés, notamment pour faire respecter l'embargo sur les armes et lutter efficacement contre les exportations illicites de pétrole.

3 - Nations unies - Clôture de la 35ème session du conseil des droits de l'Homme (Genève, 6-23 juin 2017)

La France salue les résultats des travaux de la 35ème session du conseil des droits de l'Homme, qui s'est tenue à Genève du 6 au 23 juin 2017. Nous y avons notamment porté la résolution permettant le renouvellement pour 3 ans du mandat du rapporteur sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme.

La France salue l'adoption de résolutions sur la situation des droits de l'Homme en Syrie, en Biélorussie et en Érythrée, ainsi que sur la coopération avec l'Ukraine dans le domaine des droits de l'Homme. Nous accueillons favorablement la déclaration du président sur la situation des droits de l'Homme en Côte d'Ivoire. Aux côtés de nos partenaires de l'Union européenne, nous nous sommes mobilisés pour l'adoption par consensus d'une résolution permettant l'envoi d'une équipe d'experts internationaux chargée d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme dans les régions du Kasai, en coopération avec la République démocratique du Congo.

Nous saluons par ailleurs l'adoption de résolutions sur les discriminations, les violences faites aux femmes et les mariages forcés ou précoces, la jeunesse et les droits de l'Homme, ainsi que le renouvellement des mandats des rapporteurs spéciaux sur les exécutions sommaires, arbitraires ou extrajudiciaires, sur la traite des êtres humains et sur l'indépendance des juges et des avocats.

4 - Droits de l'Homme - Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture (26 juin 2017)

A l'occasion de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture, nous réaffirmons notre engagement à lutter contre cette pratique inacceptable, sous toutes ses formes.

La France appelle au respect de l'interdiction absolue de la torture en toutes circonstances, conformément au droit international, et encourage les États qui ne l'ont pas encore fait à rejoindre la convention contre la torture ainsi que son protocole facultatif.

Nous demeurons en particulier engagés contre les actes de torture commis en Syrie, comme nous l'avons fait en transmettant les photos du dossier César à la justice et en appelant à ce qu'une enquête internationale soit diligentée pour faire toute la lumière sur les crimes commis dans la prison de Sednaya. La France réitère son soutien à la commission d'enquête internationale indépendante sur la Syrie présidée par M. Paulo Sergio Pinheiro.

5 - Ukraine

Q - Le mois de juin a été le plus mortel pour les troupes ukrainiennes dans l'est du pays depuis mars et il y a de plus en plus de violences envers la mission de l'OSCE. Estimez-vous que la Russie utilise toute son influence pour mettre la pression sur les séparatistes prorusses ?

R - Le niveau de violence le long de la ligne de contact, y compris au moyen d'armes lourdes dont l'emploi est interdit par les accords de Minsk, est très préoccupant.

Nous réitérons notre appel au respect du cessez-le-feu et en particulier de la nouvelle trêve à compter du 24 juin, dont les parties sont convenues au sein du groupe de contact trilatéral. Les intimidations et entraves inacceptables dont fait l'objet la mission spéciale d'observation de l'OSCE contreviennent en outre au mandat qui lui a été conféré à l'unanimité par les 57 États participants de l'OSCE et aux multiples engagements des parties au sein du groupe de contact trilatéral.

Les mesures connues et agréées de longue date pour améliorer la situation sécuritaire (désengagement, retrait et stockage des armes lourdes vérifiés par la mission de l'OSCE) doivent être mises en oeuvre sans délai. Nous appelons à ce titre la Russie à user de ses leviers auprès des autorités séparatistes de facto. Le président de la République a reçu ce matin son homologue ukrainien pour évoquer la situation dans l'Est de l'Ukraine.

6 - Chypre

Q - Craignez-vous une remontée de tensions entre la Grèce et la Turquie si les négociations chypriotes n'aboutissent pas. Quel rôle joue Paris pour essayer de conclure un accord ?

R - Pour évoquer la situation sur l'île, M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, et Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes,

reçoivent aujourd'hui le ministre chypriote des affaires étrangères, M. Ioannis Kassoulides.

En tant que membre du conseil de sécurité des Nations unies, la France soutient de façon constante le processus de négociation en vue d'une réunification. Alors que les discussions reprennent, elle encourage les dirigeants des deux communautés à trouver un règlement conforme aux paramètres onusiens et compatibles avec l'acquis communautaire.

La question de la sécurité sera au coeur de la conférence qui s'ouvrira à Genève le 28 juin. Il appartiendra à tous les acteurs concernés d'oeuvrer en faveur d'une solution qui réponde au désir commun des Chypriotes de retrouver une île unifiée et en paix.

7 - Danemark

Q - Quel est l'objectif de la rencontre du ministre avec son homologue danois demain?

R - À la suite de l'entretien du président de la République avec le Premier ministre Rasmussen le 7 juin, M. Jean-Yves Le Drian recevra son homologue danois, M. Anders Samuelsen, le 27 juin.

Cette rencontre permettra notamment de nous coordonner dans la mise en oeuvre des décisions du conseil européen des 22 et 23 juin.

Les ministres feront également le point sur notre combat commun contre le terrorisme, que ce soit au Mali ou au sein de la coalition contre Daech.

Les ministres évoqueront enfin le renforcement de nos relations économiques.

8 - Mali

Q - Quelle est votre réaction au report sine die du référendum au Mali ? Considérez-vous que le gouvernement malien est suffisamment engagé pour mettre en oeuvre les accords de paix d'Alger?

R - Il ne nous appartient pas de commenter une décision qui relève de la souveraineté du Mali.

Nous appelons toutes les parties à progresser rapidement et de façon concrète dans la mise en oeuvre de l'accord d'Alger.

9 - Tchad

Q - Le Tchad menace de retirer ses soldats de théâtres d'opérations en Afrique, faute de moyens financiers, et se montre extrêmement réticent à l'idée de participer à la force G5 Sahel. Quelle est votre réaction ?

R - La France salue la contribution du Tchad à la paix et à la sécurité régionale, au prix d'un lourd tribut, notamment au Mali au sein de la MINUSMA et dans la force multinationale mixte contre Boko Haram. Avec nos partenaires européens et internationaux, nous soutenons, y compris financièrement, les efforts des pays africains et du Tchad en particulier dans la lutte contre le terrorisme, à travers notamment l'opération Barkhane.

La force conjointe du G5 Sahel est une initiative africaine de lutte contre le terrorisme, soutenue par la résolution 2359 du conseil de sécurité des Nations unies que la France a portée, en accord avec les pays concernés, dont le Tchad.

L'engagement international en soutien à la stabilisation du Mali est, pour sa part, au coeur du mandat de la MINUSMA. Il importe qu'elle conserve ses moyens d'action au moment où se met en place la force conjointe du G5 Sahel, qui manifeste la volonté des États africains de s'unir pour assurer leur sécurité.

10 - Qatar

Q - Estimez-vous que la liste des doléances présentées par l'Arabie Saoudite et trois de ses alliés au Qatar est fondée ?

R - Notre priorité va à l'apaisement des tensions, dont nous estimons qu'elles doivent être résolues par le recours au dialogue et la concertation entre les pays arabes du Golfe.

Nous appelons chacun à faire les gestes nécessaires en ce sens et réitérons notre soutien aux efforts de médiation déployés par le Koweït.

Dans ce cadre, Jean-Yves Le Drian poursuit ses consultations avec l'ensemble de ses interlocuteurs dans la région.

11 - Syrie

Q - Les forces syriennes loyalistes et les milices chiites sont-elles des éléments incontournables de la lutte anti-terroriste et considérez-vous le président syrien comme un rempart contre le terrorisme ? L'opposition syrienne a réagi avec consternation aux propos du PR indiquant qu'il ne voyait pas de successeur légitime à Assad. Considérez-vous qu'il reste une opposition crédible et légitime en Syrie et si oui quel est votre message pour cette opposition ?

R - La priorité de la France en Syrie est la lutte contre le terrorisme. La coalition internationale contre Daech à laquelle nous prenons part activement est le principal acteur de cette lutte, comme le démontre le recul de Daech à Mossoul en Irak, comme à Raqqa en Syrie.

Cette lutte nécessaire contre le terrorisme sera d'autant plus efficace s'il est mis un terme à la guerre civile qui déchire la Syrie depuis six ans.

C'est la raison pour laquelle la France appelle à une transition politique négociée dans ce pays.

12 - Vietnam

Q - Un blogueur franco-vietnamien vient d'être déchu de sa nationalité vietnamienne et expulsé vers la France. Quelle est votre réaction ?

R - La France regrette la décision des autorités vietnamiennes d'expulser vers la France le professeur et blogueur franco-vietnamien Pham Minh Hoang, sans qu'il n'ait pu exercer de recours.

La France appelle le Vietnam à assurer le respect des libertés d'expression et d'opinion, y compris sur internet, qui sont garanties par le pacte international relatif aux droits civils et politiques auquel le pays est partie./.